

S'engager « du côté des gens bien »

La conscience sociale légitimiste des soutiens populaires de l'UMP
en banlieue parisienne

Raphaël Challier

DANS **POLITIX** 2018/2 (N° 122), PAGES 33 À 56

ÉDITIONS **DE BOECK SUPÉRIEUR**

ISSN 0295-2319

ISBN 9782807392014

DOI 10.3917/pox.122.0033

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-politix-2018-2-page-33.htm>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

S'engager « du côté des gens bien »

La conscience sociale légitimiste des soutiens populaires de l'UMP en banlieue parisienne ¹

Raphaël CHALLIER

Résumé – Les partis de droite sont souvent perçus comme des « partis de riches » dépourvus de base militante. L'article déconstruit ces représentations à partir d'une enquête de terrain auprès de militants de l'Union pour un mouvement populaire (UMP) en banlieue parisienne lors des élections municipales de 2014. Comment des membres des classes moyennes et des classes populaires, dans une ville de banlieue qui vote majoritairement à gauche, en viennent-ils à soutenir l'UMP ? Ces politisations à droite s'expliquent largement par les trajectoires sociales des militants. Certains ont connu des formes d'ascension sociale *via* les professions commerciales et l'entrepreneuriat, d'autres sont des ouvriers et employés issus des classes aisées qui veulent retrouver leur statut social passé. Ces différentes trajectoires conduisent les enquêtés à militer « à droite » et à développer une *conscience sociale légitimiste*, qui valorise les élites économiques tout en dénigrant les fractions inférieures des classes populaires et les classes moyennes intellectuelles.

Mots clés – militantisme, conservatisme, analyse localisée, élections municipales, classes sociales, banlieue

1. Je remercie Daniel Bizeul, Haude Rivoal et Fabien Brugière pour leurs relectures et commentaires, Amélie Beaumont et Guillaume Lejeune pour les réflexions collectives stimulantes que nous avons partagées ainsi que Mona E. pour ses corrections attentives.

Les partis de droite² sont communément associés aux classes supérieures. Les recherches historiques sur les droites adoptent pour beaucoup une perspective relevant de l'histoire des idées, approche qui se focalise sur le point de vue des leaders et des intellectuels³ de droite, majoritairement membres des classes aisées. Les travaux de sciences politiques étudient les élus⁴ et jeunes cadres⁵ des partis de droite, fonctions qui sont rarement occupées par les adhérents membres des classes populaires. Les rares études sur les militants de terrain de droite se focalisent sur les beaux quartiers⁶, ce qui accentue, là encore, leur image de « partis de riches ». Contrairement aux classes populaires frontistes⁷ ou communistes⁸, le peuple de droite⁹ fait rarement l'objet de travaux spécifiques¹⁰, ce qui favorise aussi une représentation de ces courants politiques comme des partis « sans militants¹¹ ». Pourtant, comme c'est le cas pour les autres mouvements politiques, les logiques sociales des engagements à droite varient selon les territoires et les groupes sociaux et doivent donc être étudiées de manière localisée¹². L'engagement à droite des classes supérieures ayant déjà fait l'objet d'études détaillées, je me concentrerai ici sur l'étude des soutiens plus subalternes, à la fois au niveau social et politique, de l'Union pour un mouvement populaire (UMP), devenue depuis Les Républicains, en me basant sur l'ethnographie d'une campagne municipale dans une ville populaire de la proche banlieue francilienne, que j'appelle Granin, en 2014.

Bien que la liste soit formellement une liste d'« union de la droite », toute la campagne est animée par les militants UMP, à l'exception d'un conseiller municipal sortant, membre de l'Union des démocrates indépendants (UDI). J'ai suivi la campagne de début novembre 2013 à fin mars 2014, observant plusieurs fois par semaine les activités militantes, de l'inauguration de la permanence à

2. La catégorie « droite » désigne ici les partis gaullistes et de centre-droit, à l'exception du Front national. Les militants enquêtés revendiquent ce clivage droite/gauche, qui sera donc mobilisé ici de manière inductive et relationnelle.

3. Sirinelli, (J.-F.), dir., *Histoire des droites en France* (3 volumes), Paris, Gallimard, 1992.

4. Fretel (J.), « Le parti comme fabrique de notables. Réflexions sur les pratiques notablières des élus de l'UDF », *Politix*, 17 (65), 2004.

5. Barget (L.), *Jeunes socialistes, jeunes UMP. Lieux et processus de socialisation politique*, Paris, Dalloz, 2009.

6. Weymiens (S.), *Les militants UMP du 16^e arrondissement de Paris*, Paris, L'Harmattan, 2010.

7. Mauger (G.), Pelletier (W.), dir., *Les classes populaires et le FN : explications de vote*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant, 2017.

8. Mischi (J.), *Le communisme désarmé, Le PCF et les classes populaires depuis les années 1970*, Marseille, Agone, 2014.

9. Haegel (F.), *Les droites en fusion, transformations de l'UMP*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012.

10. À l'exception d'un chapitre de Florence Haegel sur les adhérents UMP (*ibid.*) et de la thèse de Hadj Belgacem (S.), *Représenter les "quartiers populaires" ? Une socio-histoire de l'engagement électoral et partisan dans les cités d'une municipalité communiste*, thèse pour le doctorat de sociologie, École des hautes études en sciences sociales, 2015. L'auteur évoque des enfants d'immigrés qui se rallient à une liste de centre-droit, mais davantage par calcul que par conviction, selon lui.

11. Haegel (F.), *Les droites en fusion... op. cit.*

12. Briquet (J.-L.), Sawicki (F.), « L'analyse localisée du politique. Lieux de recherche ou recherche de lieux ? », *Politix*, 2 (7-8), 1989.

l'annonce des résultats en passant par les distributions et les réunions publiques et internes. L'enquête a été complétée par des entretiens auprès d'une vingtaine de militants et sympathisants UMP. Le militantisme est d'abord entendu ici comme une pratique et l'échantillon présenté inclut des sympathisants qui, sans y adhérer formellement, expriment une proximité avec l'UMP par leurs actes et leurs discours. Le contexte de campagne m'a permis d'étudier ces militants ordinairement peu accessibles car, en dehors des séquences électorales, ce parti encourage peu la participation de sa base. Les candidats aux élections locales sont désignés par les directions, les programmes élaborés par le haut, sans consultation. La division du travail entre des cadres qui vivent de la politique et des supporters assignés à des rôles d'exécutants est encore plus assumée que dans d'autres partis. De manière symptomatique, Philippe, le candidat tête de liste est le seul, parmi les militants habitant Granin, à participer aux activités nationales de l'UMP.

Quels processus conduisent des membres des classes populaires et des classes moyennes à rejoindre un parti associé aux élites ? Comment des habitants d'une banlieue de gauche en viennent-ils à s'affirmer de droite ? À travers l'analyse d'une forme localisée de militantisme, cet article entend contribuer au développement d'une sociologie des soutiens populaires de l'UMP¹³, attentive à saisir les processus qui mènent *certain*s segments populaires à appuyer ces mouvements, à comprendre ce qui les distingue des classes populaires de gauche, frontistes ou abstentionnistes sans pour autant postuler une droitisation uniforme¹⁴ de ces milieux. Pour beaucoup d'enquêtés, leur prise de position à droite est favorisée par leur position à *droite* de l'espace social, marquée par une proximité au pôle économique et une distance au pôle culturel¹⁵. Ces politisations à droite trouvent également leur source dans les trajectoires de mobilités des militants qui façonnent leurs visions du monde, par leur point d'arrivée et leur point de départ. Ces positions et déplacements sociaux favorisent chez l'ensemble des enquêtés une vision du monde particulière, caractérisée par l'attraction pour les classes dirigeantes, que je qualifie de conscience sociale légitimiste.

Je commencerai par resituer le cadre de l'enquête, une banlieue socialiste que j'appelle Granin¹⁶, et les logiques sociales et politiques qui favorisent une

13. L'expression de peuple de droite mobilisée par F. Haegel pour désigner la base militante de l'UMP décrit bien la position sociale du collectif militant que j'ai observé, c'est-à-dire une alliance entre des segments des classes populaires et des classes moyennes, qui n'appartiennent pas aux classes aisées et qui occupent une position subalterne dans le parti. Voir Haegel (F.), *Les droites en fusion...*, *op. cit.*, p. 208.

14. Certains commentateurs font l'hypothèse d'une évolution conservatrice générale des classes populaires contemporaines. De telles analyses ont pour biais de nier la fragmentation interne de ces groupes, de masquer la diversité des logiques de politisation et de produire une représentation mythifiée selon laquelle les classes populaires auraient systématiquement été de gauche dans les périodes précédentes. Pour une critique de cette approche, on lira notamment Mauger (G.), Pelletier (W.), dir., *Les classes populaires et le FN...*, *op. cit.*

15. Bourdieu (P.), *La distinction : critique sociale du jugement*, Paris, Éditions de Minuit, 1979.

16. Les noms de la ville et des personnes sont anonymisés, conformément à la demande de plusieurs enquêtés.

candidature de droite dans cet environnement *a priori* peu favorable. Je décrirai aussi les grands traits communs aux militants de droite en banlieue tout en distinguant les trajectoires des militants populaires et des classes moyennes. Dans un second temps, j'interrogerai les différentes manières de se saisir de l'identité « de droite » en fonction des positions des militants dans l'espace social. Les différences de parcours conduisent les soutiens de l'UMP à développer des rapports différents à « ceux d'en bas », « ceux d'en haut », aux élites économiques et intellectuelles, autant de modèles positifs ou négatifs qui favorisent différentes formes de politisation à droite.

Faire campagne à droite dans une banlieue de gauche

Lors des municipales de 2014, des listes de droite réussissent une percée en banlieue francilienne, arrachant plusieurs municipalités historiques du Parti communiste comme Bobigny, Le Blanc-Mesnil, Saint-Ouen et Villejuif. Appliquant l'énoncé performatif de Camille Bedin, ancienne responsable UMP à l'éducation, selon lequel « les banlieues sont de droite¹⁷ », ces partis viennent concurrencer les partis de gauche sur leurs terres. Pourtant, dans beaucoup de quartiers populaires franciliens, les acteurs politiques de droite restent minoritaires et sont dans l'opposition municipale. Granin, la ville de l'enquête, fait partie de ces banlieues considérées comme des terres de mission par la droite.

Le contexte social et politique de Granin

Granin est représentative de ces villes en voie de gentrification décrites par Anne Clerval¹⁸. Les écarts sociaux séparent la ville en deux, entre un sud rénové et résidentiel et un nord marqué par des problématiques comme l'habitat insalubre ou le commerce informel. Malgré le passé ouvrier de Granin, la proximité avec Paris favorise l'arrivée de nouveaux arrivants diplômés. Son tissu économique se renouvelle depuis les années 1990, avec l'installation de plusieurs institutions artistiques, culturelles et d'entreprises de luxe. Au sein du département, la ville se situe à l'interface entre des villes populaires qui votent à gauche et d'autres, plus aisées, qui votent à droite. Au sein du département, les écarts sont donc particulièrement criants. Le revenu moyen net imposable peut varier du simple au double entre certaines communes. En ce sens, le fait que Granin soit proche, en termes d'indicateurs sociaux¹⁹, de la moyenne statistique du département tend plutôt à la distinguer des autres communes qui sont globalement soit beaucoup plus pauvres, soit nettement

17. Bedin (C.), *Pourquoi les banlieues sont de droite ?*, Paris, Plon, 2012.

18. Clerval (A.), *Paris sans le peuple : la gentrification de la capitale*, Paris, La Découverte, 2013.

19. La part de ménages fiscaux imposés est de 50 % à Granin, comme dans le département. Le taux de pauvreté est de 31 % à Granin contre 29 % pour le département. En revanche, au niveau de l'emploi, Granin compte 13 % de chômeurs en 2010 et 14 % en 2015 contre 17 % en 2010 et 19 % en 2015 au niveau départemental. Source : INSEE.

plus riches. Sur le plan politique, Granin a longtemps été communiste avant d'être reprise par les socialistes (PS) au début des années 2000. Des articles de presse décrivent la ville comme un fief du PS et le maire comme un « baron » local. Sur le terrain, les opposants de gauche et de droite accusent le maire sortant de clientélisme, accusations peu vérifiables mais qui révèlent le sentiment des opposants d'affronter un pouvoir municipal omnipotent. Lors des municipales de 2014, dans un contexte national de recul du PS, celui-ci est réélu dès le premier tour avec un peu plus de la moitié des suffrages, malgré la concurrence de trois autres listes de gauche, Front de gauche (FDG), Europe-Écologie Les Verts (EELV) et Lutte ouvrière (LO)²⁰. La liste UMP-UDI de Granin ne réussit pas à « prendre la mairie » au contraire d'autres listes de droite en banlieue mais se classe néanmoins en deuxième position, avec environ un cinquième des voix au premier tour.

La liste de droite est menée par Philippe, vingt-quatre ans, responsable des jeunes UMP du département. Il travaille comme conseiller-clientèle dans une banque. Alors que les jeunes de l'UMP sont souvent des étudiants issus de milieux aisés²¹, Philippe est issu de milieu populaire. Son père est un ouvrier-imprimeur, d'origine portugaise. Sa mère est secrétaire, née en France. Il a grandi en banlieue parisienne. Ses parents, plutôt socialistes, respectent l'engagement de leur fils mais sont absents de sa campagne. Sa trajectoire scolaire est rapidement orientée vers le monde du travail. Il passe d'abord un Baccalauréat STI Génie mécanique, un BTS d'Industrialisation des produits mécaniques dans un lycée professionnel puis une Licence en management dans un IUT. Philippe s'engage en politique à quinze ans et grimpe rapidement plusieurs échelons en devenant responsable UMP lycée, responsable des jeunes UMP du département, puis candidat suppléant lors d'élections intermédiaires. Il se décrit comme un pragmatique, admire Nicolas Sarkozy mais accorde peu d'intérêt aux débats idéologiques de fond. Lors des discussions avec les électeurs, il fait systématiquement appel au « bon sens » face à « l'irréalisme » de la gauche. Alors que l'environnement social et politique de Granin est *a priori* peu favorable, sa désignation comme candidat aux municipales constitue une opportunité, pour ce jeune cadre en devenir, de faire ses preuves et de « gagner ses galons » au sein de l'UMP, en consolidant localement l'opposition. Il dispose cependant d'un soutien financier du parti assez limité en comparaison d'autres candidats. Alors que les permanences du PS, du FDG et d'EELV sont implantées

20. Qui totalisent respectivement 13 %, 12 % et 3 % des voix au premier tour. Dans un contexte d'impopularité du gouvernement PS, les membres des autres listes de gauche font le lien entre le contexte municipal et les enjeux nationaux, pour se distinguer de l'équipe municipale sortante : la liste FDG fait campagne contre les mesures d'austérité budgétaire, la liste écologiste contre la pollution et les discriminations, la liste LO mène une campagne purement nationale centrée sur la « lutte des classes ». *A contrario*, le PS cible toute sa campagne sur les enjeux locaux et les réalisations effectuées pendant les mandats précédents.

21. Bargel (L.), *Jeunes socialistes, jeunes UMP...*, op. cit., p. 292-313.

dans le centre-ville de Granin, le local de l'UMP se trouve à la lisière du quartier populaire des Bois fleuris, entre un bar PMU et une boucherie hallal et est peu investi par les militants. Philippe compense ses faiblesses – son jeune âge, son statut d'opposant – par une présence régulière « sur le terrain ». Il décourage les prises d'initiatives qu'il ne contrôle pas et recadre vigoureusement les militants qui contestent ses choix. Malgré le statut d'*outsider* de la liste de droite et son fonctionnement assez vertical, la « campagne Philippe » mobilise une vingtaine de personnes régulièrement présentes du mois de novembre au mois de mars. La plupart sont aussi candidates sur la liste. Or, dans un territoire populaire et de gauche, s'affirmer publiquement de droite est un acte engageant, qui implique d'assumer une identité conflictuelle.

Les bases sociales de la droite locale

Les soutiens de la campagne de Philippe sont politisés à droite, contrairement aux associatifs immigrés décrits par Samir Hadj Belgacem qui « passent l'arme à droite » par déception vis-à-vis des élus de gauche²². Ils soutiennent l'UMP et beaucoup (les trois quarts des enquêtés qui font la campagne) y sont adhérents. Ces supporters de l'UMP privilégient les enjeux « concrets » et locaux et c'est d'abord à partir de ces questions qu'ils définissent leur identité de droite. Beaucoup regrettent Nicolas Sarkozy pour son style « sans faux-semblants » mais s'intéressent peu, en revanche, à la guerre de succession entre Jean-François Copé et François Fillon qui anime alors la tête du parti, dans laquelle ils voient une « guerre d'ego » davantage qu'une lutte d'orientations. Comme c'est le cas pour les adhérents UMP au niveau national²³, beaucoup de militants locaux sont croyants et pratiquants. Quelques-uns sont chrétiens ou musulmans, mais la grande majorité (douze des militants et sympathisants présents sur le terrain) sont juifs. Cette dimension religieuse constitue pour certains un ressort spécifique de politisation à droite, qui mélange peur de l'antisémitisme, des attentats islamistes et rejet d'une gauche associée aux mouvements pro-palestiniens. En plus des immigrés et/ou des membres des minorités, la droite locale mobilise aussi quelques militants blancs, membres des classes populaires, d'origine française ou portugaise²⁴.

22. Hadj Belgacem (S.), *Représenter les « quartiers populaires » ?...*, thèse citée.

23. Haegel (F.), *Les droites en fusion...*, op. cit.

24. Ces enquêtés blancs des classes populaires seront moins présents dans l'analyse car ils ont refusé de collaborer à l'enquête. Faiblement diplômés (certificat d'études), généralement plus âgés, ils se sentaient peu légitimes à exprimer leur opinion et me renvoyaient vers les candidats perçus comme plus « compétents ». Anne-Marie et Julien, deux enquêtés qui seront évoqués ultérieurement, partagent néanmoins certaines propriétés avec ces derniers, comme l'appartenance de classe, de race et une orientation politique conservatrice et xénophobe.

Encadré 1. Un collectif de campagne hétérogène et stratifié

Sur vingt-cinq personnes régulièrement présentes pendant la campagne de Philippe, les 3/4 sont adhérentes de l'UMP. Comme les personnes qui osent s'afficher publiquement de droite à Granin sont peu nombreuses, la quasi-totalité des habitants qui participent à la campagne sont aussi candidats aux municipales. L'observation régulière laisse toutefois entrevoir une pluralité des degrés d'implication et de politisation au sein de ce collectif militant. Les enquêtés les plus impliqués sont systématiquement présents lors des actions militantes, comme les distributions, les réunions ou la tenue des bureaux de vote le jour du 1^{er} tour. Ils sont politisés, adhérents de l'UMP et occupent les premières places de la liste. C'est le cas de Philippe (conseiller clientèle, tête de liste) mais aussi de Victoria (infirmière, 2^e de liste), d'Alain (patron de PME, 5^e de liste), de Djamila (employée, 6^e de liste), d'Edmond (patron de PME, 9^e de liste). Le cas de Daniel (consultant à la retraite, 3^e de liste) est particulier car il n'est pas membre de l'UMP mais de l'UDI. Seul conseiller municipal sortant de la liste, il dispose d'une connaissance des dossiers municipaux qui lui donne un rôle d'expert au sein du collectif. D'autres adhérents de l'UMP, présents plus occasionnellement, comme Julien (sans-emploi, 21^e de liste), ou Mickaël (instructeur sportif, 15^e de liste), occupent des positions moins éligibles sur la liste. Enfin, quelques candidats non éligibles ne sont pas adhérents de l'UMP. Ils se mobilisent sur des motivations moins directement partisanes, comme l'admiration pour certains militants UMP locaux ou le rejet des élus sortants. C'est par exemple le cas d'un jeune footballeur professionnel, qui a connu Victoria dans le cadre du club de sport de Granin, qui affirme ne « pas faire de politique ». C'est aussi le cas d'étudiants, anciens camarades de lycée de Philippe, qui ne sont presque jamais présents et déclarent être candidats par sympathie pour ce dernier. C'est enfin le cas d'un publicitaire à la retraite qui s'affirme « ni de droite ni de gauche » mais qui fait campagne avec la droite « pour faire chier le maire » car, en tant que président d'une association de propriétaires, il est entré en conflit avec l'équipe municipale PS. L'ethnographie d'un collectif militant local implique donc de relativiser les catégories institutionnelles trop rigides, comme celle qui réduit les militants aux seuls adhérents encartés. On notera par exemple que les statuts de militants et de candidats aux municipales tendent à se confondre, au vu du contexte local. De même, on peut constater qu'à Granin, certains acteurs participent de la nébuleuse militante de l'UMP tout en étant membres d'autres partis (comme Daniel, le conseiller UDI) ou sans être nécessairement encartés ou politisés²⁵. Toutefois, pour la cohérence de l'exposé, l'article traite surtout des parcours et des visions du monde des enquêtés les plus mobilisés et politisés.

25. Cette stratification des degrés d'engagement en fonction des propriétés sociales des enquêtés se retrouve plus généralement dans les collectifs militants locaux des partis. Voir par exemple Challier (R.), « Les paradoxes de la dédramatisation du FN. La fragmentation du Front National au prisme des rapports de genre et de classe des militants », *Métropolitiques*, 10 avril 2017.

Pour ces militants, être de droite se définit moins par rapport aux logiques de l'espace politique spécialisé que par des logiques sociales, qui prennent racine dans les trajectoires professionnelles et résidentielles des militants. Comprendre *pourquoi* ils sont de droite implique, avant tout, de préciser *qui* ils sont socialement. Comparer les professions des candidats de la liste de droite (UMP-UDI) avec celles des candidats de gauche (PS, FDG, EELV et LO) donne des premiers indices sur les ancrages sociaux respectifs des groupes politiques locaux. La sociographie localisée²⁶ des militants de droite à Granin nuance l'image de mouvements élitistes associée aux partis de la droite parlementaire. Les membres de la droite locale se situent plutôt entre les classes moyennes et les fractions stables des classes populaires. Par rapport aux principales listes de gauche, ces dernières sont plus représentées sur la liste de droite, qui se caractérise plutôt par la présence d'employés²⁷. Comme la candidature de Philippe, cette ouverture sociale relative de la liste de droite s'explique aussi par les faibles chances de la droite d'accéder au pouvoir municipal. Ce constat recoupe celui établi par Florence Haegel au niveau national. En comparant les profils sociaux des adhérents de l'UMP et du PS, celle-ci constate que les employés et ouvriers sont sous-représentés dans les deux partis mais le sont un peu moins à droite²⁸. L'association mécanique entre engagement à droite et appartenance aux catégories aisées relève donc pour partie d'une construction idéologique.

Tableau 1. Professions déclarées des candidats aux municipales de 2014 à Granin

	Liste UMP	Liste PS	Liste EELV	Liste FDG	Liste LO
Artisans/commerçants/ chefs d'entreprise	8	3	4	0	2
Cadres et prof. intel. sup.	5	20	15	21	2
Professions interméd.	4	12	9	12	20
Employés	9	2	7	2	14
Ouvriers	1	1	2	2	5
PCS non explicite (retraité, fonctionnaire)	12	6	6	7	1
Étudiants	6	1	2	1	1
TOTAL	45	45	45	45	45

26. J'ai recodé les professions déclarées par les candidats en me basant sur la nomenclature de l'INSEE. Les biais éventuels, liés à l'autodéclaration, sont les mêmes que dans les enquêtes quantitatives.

27. La liste de droite mobilise neuf *employés*, contre quatorze pour LO mais sept pour EELV, deux pour le FDG et deux pour le PS. Les ouvriers en revanche, sont moins nombreux, comme c'est le cas sur les autres listes. La liste de droite mobilise un *ouvrier* contre cinq pour LO, deux pour le FDG, deux pour EELV et un pour le PS.

28. Si les ouvriers sont effectivement moins représentés à l'UMP qu'au PS (2 %, contre 6 %), les employés sont en revanche nettement plus représentés à l'UMP (26 %, contre 13 % au PS). Haegel (E.), *Les droites en fusion...*, op. cit., p. 210.

En revanche, s'ils ne sont pas *en haut* de l'espace social, les candidats de droite de Granin sont, plus systématiquement que les candidats de gauche, à *droite* de ce même espace. Par rapport aux principales listes de gauche, on constate une plus forte présence du patronat sur la liste de droite mais une plus faible présence des cadres et professions intellectuelles, des catégories intermédiaires et l'absence des professions culturelles (artistes et enseignants)²⁹. Quant aux candidats étudiants, qui pourraient *a priori* incarner une contre-tendance, ils sont peu engagés dans la campagne de droite et leurs études les orientent davantage vers les métiers du commerce que vers les professions culturelles³⁰. L'hypothèse d'une homologie structurale³¹ entre position politique et position dans l'espace social se retrouve donc globalement sur le terrain. Lors des élections municipales à Granin, les candidats de droite s'inscrivent plus du côté du pôle économique, ceux de gauche du côté du pôle culturel, ce qui donne plus généralement des indices sur les bases sociales locales des différents groupes politiques.

D'un point de vue plus subjectif, les soutiens de la droite se distinguent des habitants plus précaires en affirmant leur « respectabilité ». Pendant la campagne municipale, l'argumentaire de la liste de droite mobilise certaines catégories sociales en opposition à d'autres. Lors des distributions, les commerçants et les personnes âgées font l'objet d'une attention particulière. La droite fait campagne sur des thèmes comme la sécurité, le manque de propreté, la fiscalité trop élevée, la critique du « communautarisme » de certains immigrés et le « clientélisme » de la municipalité PS. Ces différents thèmes ciblent les catégories « respectables » tout en dénigrant d'autres habitants avec des figures repoussoirs comme celle du « délinquant » ou de « l'assisté ». Dans l'entre-soi du groupe, certains militants déplorent que Granin « devienne le nouveau Barbès ». *A contrario*, ils parlent avec admiration des « belles entreprises de luxe » installées dans la ville. Plus généralement, les membres de la liste de droite se présentent comme les « vrais habitants » de la ville par opposition aux fractions inférieures des groupes populaires et aux classes moyennes diplômées. Cet usage politique de l'identité locale évoque le capital d'autochtonie décrit par Jean-Noël Retière³². Ils opposent un supposé âge d'or passé de la ville, caractérisé par le vivre-ensemble à un présent dégradé, ce qu'ils expliquent par les politiques « laxistes » du PS. Cette cohérence d'ensemble du collectif réuni

29. Aucun enseignant et artiste sur la liste de droite contre treize pour le FDG, dix pour EELV, neuf pour LO et sept pour le PS.

30. Comme précisé précédemment, ces six candidats étudiants occupent des positions non éligibles, ne s'impliquent pas dans la campagne et leurs motivations semblent plus amicales que partisans. Les trois que j'ai pu rencontrer à une occasion, lors de la galette des rois de l'UMP en janvier 2014, effectuent tous des études courtes et professionnalisantes en lien direct avec les métiers commerciaux (gestion, AES, communication des entreprises).

31. Bourdieu (P.), *La distinction*, *op. cit.*

32. Retière (J.-N.), « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire », *Politix*, 16 (63), 2003.

autour de la campagne Philippe et de l'UMP n'empêche cependant pas la fragmentation sociale interne.

***Classes moyennes de souche populaire et classes populaires déclassées.
Deux profils de militants de droite***

Parmi les militants UMP, on relève deux grands types de trajectoires, qui se distinguent par leur *point de départ* et leur *point d'arrivée*. Certains sont membres des classes moyennes, issus de milieux populaires et restent culturellement ancrés dans ces milieux. D'autres sont membres des classes populaires tout en étant généralement issus de milieux aisés. Ils ont connu des déclassements et aspirent à reconquérir leur statut. *Classes moyennes de souche populaire et classes populaires déclassées*, ces deux figures de militants fonctionnent en miroir inversé, la mobilité vers le haut des premiers fait écho au déclassement des seconds. Cela ne les empêche pas de se retrouver autour de valeurs semblables et de constituer un « nous »³³ commun face à d'autres groupes sociaux.

Les professions des militants membres des couches moyennes s'ancrent clairement à *droite* de l'espace social. Ils sont patrons de PME comme Alain ou Edmond (patrons de PME en informatique), commerciaux, comme Bernard, consultants comme Monique (*coach* en développement personnel). Des commerçants sont présents sur la liste, mais ne font pas campagne, pour ne pas s'aliéner de clients. Au-delà des statuts divers (saliés, employeurs, indépendants), ces classes moyennes exercent dans le privé, avec une dimension commerciale et sont ancrées dans le monde de « l'entreprise ». Ils sont très majoritairement issus de milieux populaires (leurs parents étaient ouvriers, employés, mères au foyer) et ont connu des formes d'ascension sociale. Ce sont majoritairement des actifs en fin de carrière ou de jeunes retraités (entre cinquante et soixante ans). Au niveau religieux, ils sont plus pratiquants que les militants populaires. Ce sont aussi majoritairement des hommes. Plus jeune que les autres militants des classes moyennes, Philippe s'en rapproche cependant par son origine populaire et sa profession. En matérialisant la promotion sociale à laquelle aspirent plus largement les militants UMP, ces enquêtés participent à légitimer une vision du monde basée sur l'acceptation des hiérarchies sociales.

Au sein de l'équipe de campagne, Alain, un chef d'entreprise, incarne notamment une véritable *success-story* locale, au vu de son origine modeste. Son parcours est régulièrement cité comme un modèle par d'autres militants et plusieurs candidats non éligibles disent avoir accepté d'être sur la liste par admiration pour ce dernier. Alain a cinquante et un ans. Il adhère à l'UMP en 2004. S'il a « toujours été un partisan de droite », ce n'est qu'en 2012 qu'il commence à militer. Comme Philippe, il a toujours vécu en banlieue et est issu

33. Hoggart (R.), *La culture du pauvre : étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Paris, Éditions de Minuit, 1970.

d'un milieu populaire. Son père est un « simple ouvrier », coupeur de vêtement, sa mère est assistante maternelle. Alain est l'aîné d'une fratrie de quatre enfants. Ses parents sont des immigrés tunisiens et il insiste sur son statut de « juif arabe ». Alain travaille d'abord comme développeur informatique, puis monte une entreprise de logiciels à destination du secteur bancaire, installée dans une ville du département, qui emploie une dizaine de salariés. Diplômé (ingénieur en informatique), patron d'une PME informatique et d'une entreprise de conserverie au Maroc, Alain appartient par son statut, ses revenus et son niveau d'étude à l'élite locale. Pourtant, sa manière d'être révèle son origine populaire : il parle fort, de manière imagée et truculente, glisse de nombreuses expressions argotiques – il dit tout le temps « la vérité » – et manie volontiers l'insulte à destination des « connards » et autres « branleurs », les adversaires de gauche. Lors des distributions, il interpelle les passants qu'il connaît avec de grands gestes. Sa simplicité affichée contraste avec la retenue de certains segments des catégories supérieures³⁴. Apprenant que je vais passer des vacances au Maroc, il me propose par exemple d'aller surveiller le lancement de la conserverie alimentaire qu'il monte prêt de Marrakech et de « prendre un petit billet au passage ». Aux yeux des autres militants de droite, le parcours d'Alain participe à prouver que « quand on veut, on peut » réussir socialement tout en « restant simple ». La baisse des impôts à destination des particuliers et des employeurs, revendication centrale de la liste de droite, est donc perçue comme la réparation d'une injustice que ferait la gauche à ces membres particulièrement « méritants » de la communauté locale.

En plus de ces classes moyennes de souche populaire, la droite locale mobilise aussi des membres de groupes subalternes, employés et ouvriers, majoritairement stables mais aussi quelques précaires sans-emploi. Certains peuvent avoir une proximité avec le pôle économique de l'espace social, comme Anne-Marie (candidate et sympathisante UMP qui se dit « très à droite » mais n'adhère pas car elle veut « garder son indépendance »), qui a été vendeuse dans un magasin de luxe, mais d'autres, comme Victoria, infirmière, adhérente UMP et seconde de liste, exercent dans le secteur public. Les femmes et les jeunes sont plus présents parmi ces soutiens populaires que dans le groupe des classes moyennes. Ce deuxième groupe de militants se caractérise par une forte identification vis-à-vis des élites sociales malgré un statut subalterne. Les élites, économiques, politiques, et plus généralement, les *décideurs* sont perçus comme le *groupe de référence*³⁵, « les gens bien », dont il faut se

34. Bourdieu (P.), *La distinction...*, *op. cit.*

35. En observant des aidants à domicile, Christelle Avril constate que certaines, des déclassées issues des classes moyennes, s'identifient au petit patronat local alors qu'elles occupent pourtant un statut social subalterne, ce qui produit des effets sur leur rapport au métier et leur politisation. L'auteure invite donc à distinguer le groupe de référence subjectif du groupe d'appartenance objectif. Avril (C.), *Les aides à domicile, un autre monde populaire*, Paris, La Dispute, 2014.

rapprocher. Cette vision légitimiste de l'espace social trouve sa source dans les trajectoires biographiques de ces militants : souvent issus de milieux plus aisés que leur statut actuel, ils ont connu des formes de déclassement et travaillent aujourd'hui comme infirmières, employées d'aéroport, instructeurs sportifs, d'autres sont précaires ou sans-emploi. Les déclassements peuvent se faire à l'occasion d'un changement de pays, d'un deuil, d'un échec dans les études ou tout autre accident biographique. Une trajectoire fréquente est celle d'immigrés qui sont issus de milieux aisés mais qui, une fois installés en France, restent assignés à des emplois subalternes. C'est le cas de Djamila (58 ans, adhérente UMP, candidate sur la liste). Née au Maroc dans une famille aisée, son père est médecin, sa mère femme au foyer, elle rappelle systématiquement avec fierté que dans sa famille « il n'y a que des gens bien, des médecins, des avocats ». Son installation en France, vers l'âge de vingt ans, se traduit par un déclassement. Djamila a d'abord « fait des ménages », a été pendant quinze ans employée de cantine (fonctionnaire) chez EDF. Elle se marie alors avec un autre employé de la cantine, mais quand ils divorcent, elle doit quitter son travail, car « [son] ex-mari lui rendait la vie impossible ». Elle tente ensuite d'ouvrir un restaurant, mais rapidement, celui-ci fait faillite. Elle travaille à présent comme hôtesse au sol (employée) dans un aéroport francilien. Ces militants populaires restent marqués subjectivement par leur socialisation antérieure au sein de milieux plus dotés en ressources. Ils expriment des aspirations à l'évasion hors des milieux populaires³⁶ et une volonté de reconquérir leur statut social passé. Ces aspirations, qui font des groupes plus aisés le groupe de référence au détriment du groupe d'appartenance, se manifestent de plusieurs façons. Les militants déclassés compensent la petitesse de leur statut social par l'affichage ostensible d'un désir de « s'en sortir » professionnellement et par la fréquentation des milieux plus aisés, fréquentation qui est notamment permise par le militantisme UMP.

Sur la liste de droite, les militants populaires occupent moins les positions éligibles que les classes moyennes³⁷ à l'exception de Victoria, qui est deuxième sur la liste, en raison de son rôle historique dans le maintien d'une UMP locale. Membre de l'UMP depuis 2006, elle m'avoue, dès notre première entrevue, qu'elle aurait « aimé faire une carrière politique, mais qu'à (son) âge, c'est trop tard ». Victoria est âgée de cinquante-neuf ans. Infirmière, elle prépare un diplôme pour passer formatrice. Sa trajectoire sociale est représentative, par sa dynamique, des militants déclassés de l'UMP et de leurs tentatives de restauration statutaire. Depuis quelques années, elle cherche à se réorienter, a passé un diplôme pour être agent de footballeurs et un autre pour devenir formatrice en

36. Schwartz (O.), *Le monde privé des ouvriers : hommes et femmes du Nord*, Paris, Presses universitaires de France, 1990, p. 75-80 et 161-163.

37. En plus de Victoria, seule membre des classes populaires parmi les cinq premières places de la liste, on ne compte que deux autres candidats populaires (employés) parmi les dix premières places.

soin palliatif. Ces projets restent sans succès mais sont révélateurs de sa volonté de quitter sa condition d'employée. De même, lors de notre première rencontre, elle insiste pour me remettre une pochette contenant divers documents, les tracts d'élections locales à l'occasion desquelles elle était tête de liste, son bilan de compétence professionnelle, la carte de visite d'une association qu'elle anime, comportement qui révèle son souci de reconnaissance.

Victoria est née en Hongrie. Son père dirigeait un kolkhoze, ces fermes collectives propres aux régimes soviétiques d'Europe de l'Est. Membre actif du parti communiste, celui-ci a suivi pendant deux ans des études à Moscou. Pour situer son père au sein de la hiérarchie du Kolkhoze, elle affirme : « Aujourd'hui, on dirait manager-chef ! Celui qui est en dessous du directeur adjoint. » Sa famille vit dans une grande propriété³⁸, que Victoria aurait rachetée depuis. Elle évoque les relations de sa famille avec les élites du régime hongrois, mais insiste sur le caractère contraint de l'engagement communiste familial. Son passé influe sur sa politisation à droite actuelle : « Ayant connu le communisme, [elle] ne peut pas être de gauche. » Malgré le statut relativement confortable de sa famille, Victoria rêve d'aller vivre aux États-Unis ou en Australie, puis décide d'immigrer en France. Elle arrive en France en 1974, à l'âge de dix-neuf ans. Elle s'installe à Neuilly-sur-Seine « à l'époque où Monsieur Sarkozy était maire », dans les années 1980. Elle travaille d'abord comme garde d'enfant, puis elle entre comme agent de service dans un hôpital. Elle obtient ensuite une formation d'aide-soignante. Elle part alors trois ans aux États-Unis. N'obtenant pas l'équivalence pour exercer, elle se rabat sur des gardes d'enfants et des ménages. Elle revient en France et passe le concours d'infirmière avec succès. Depuis 2002, elle travaille à l'hôpital de Granin.

Malgré les différences objectives, la proximité subjective crée les conditions de l'alliance de classe, le temps d'une campagne, entre ces *classes moyennes culturellement populaires* et ces *classes populaires qui regardent vers le haut et vers la droite* (de l'espace social). La cohabitation avec des groupes plus aisés consolide le sentiment des militants populaires de l'UMP de s'élever socialement. La fréquentation de milieux plus modestes permet aux classes moyennes d'affirmer leur ancrage populaire et la dimension méritocratique de leur réussite. Les membres des deux groupes trouvent leur compte dans cette mixité relative. Cette harmonie sociale est favorisée par le souci commun de respectabilité, le rejet des images négatives associées aux quartiers populaires, leur adhésion au modèle de la réussite par l'argent mais elle n'empêche pas les différences de politisation.

38. Contrairement au *Sovkhoze*, la participation au *Kolkhoze* permettait à ses membres de disposer d'une part de terrain agricole privé.

Deux manières d'être de droite à Granin en fonction des trajectoires sociales

Bien qu'ils n'analysent pas le monde en termes d'espace social, les enquêtés développent, comme la plupart des acteurs sociaux, des formes de conscience sociale³⁹ qui leur permettent de s'orienter dans le monde en se démarquant d'autres groupes. Ils se positionnent intuitivement par rapport aux grandes polarités de l'espace social, à « ceux d'en haut » et « ceux d'en bas », au pôle économique (les « entrepreneurs ») et culturel (les « intellectuels »). Les différentes manières dont les militants de droite se définissent par rapport aux autres classes et fractions de classes s'expliquent par leurs différentes positions sociales. Selon qu'ils connaissent des mobilités vers le haut ou vers le bas, ces militants se sentent plus ou moins à leur place dans l'espace social en général et dans l'espace local de Granin en particulier, ce qui favorise des formes de politisation variables.

« Rester simple » ou « vouloir réussir » : des rapports différents à la réussite économique

L'admiration pour la réussite économique fait consensus parmi les militants de droite. Les enquêtés, y compris quand ils sont ouvriers ou employés, ont tendance à se mettre à la place des patrons. Les discours anticapitalistes des adversaires de gauche sont disqualifiés, comme servant à justifier leur paresse. Néanmoins, selon la position sociale des militants, les élites économiques constituent soit un groupe d'*appartenance*, au sein duquel on peut se distinguer en revendiquant son origine modeste, soit un groupe de *référence*, dont il faut se rapprocher en mettant en scène sa volonté de « s'en sortir ».

Bien que valorisant leur réussite sociale par l'effort et le mérite, les militants des classes moyennes réactivent aussi des manières d'être populaires, explicitement revendiquées comme telles. Ils vivent depuis longtemps dans les quartiers populaires et rappellent sans cesse leurs origines modestes, ce qui peut constituer une ressource militante face aux adversaires de gauche. Cette mise en scène d'un *ethos* populaire de droite les sépare des fractions plus aisées de la bourgeoisie économique, et les rapproche subjectivement de certaines fractions supérieures des catégories populaires. On compte une seule femme dans ce groupe pour une dizaine d'hommes, et l'entre-soi masculin influe sur

39. Dans sa célèbre étude sur les classes populaires anglaises, R. Hoggart construit un modèle des formes de conscience sociale en milieu populaire. Contrairement à l'analyse marxiste, il considère que cette conscience sociale ordinaire n'implique pas de projet politique précis et ordonné, mais émerge plutôt de l'expérience quotidienne des groupes populaires. Cette conscience sociale se traduit notamment par un sentiment d'opposition largement répandu entre « nous » (« ceux d'en bas », qui partagent les mêmes conditions de vie) et « les autres », c'est-à-dire les groupes plus dotés en richesse et en pouvoir, qui sont perçus comme menaçants, et dont les catégories plus modestes ont intérêt à se protéger. Hoggart (R.), *La culture du pauvre...*, *op. cit.*

le style de relations qu'ils entretiennent, exprimant une masculinité à la fois populaire et viriliste en termes de genre⁴⁰. Dans l'entre-soi du groupe UMP, les blagues à caractère sexuel sont ainsi permanentes⁴¹. Entrecoupant les discussions sérieuses, elles ciblent particulièrement les militantes de gauche ainsi qu'un militant UMP, Gérard, retraité, cinquante-quatre ans, ancien commercial. Régulièrement mis en boîte par les autres, Gérard endosse avec plaisir cette image de « chaud lapin ». Ce portrait de Gérard en « mec qui en a » est renforcé par son physique imposant et son tempérament bagarreur (« J'irais bien me cogner avec un socialiste ! »). Cette forme conservatrice de masculinité favorise chez ces enquêtés un rejet de l'homosexualité et du féminisme, les concurrents de gauche étant perçus comme anormaux en termes de genre et de sexualité.

En résumé, les militants classes moyennes de droite, tout en valorisant la réussite économique, se présentent pourtant comme « des gens simples » et des « grandes gueules », un style qu'ils mobilisent aussi lors des actions militantes, pour créer une connivence avec les habitants.

Encadré 2. Afficher une verve populaire, occuper virilement l'espace

En ce jour de marché, la mobilisation UMP est réussie, les militants sont nombreux. Gérard et Alain sont « remontés ». Comme Philippe passe près d'eux, ils l'attrapent par l'épaule et le présentent comme un nouveau produit incontournable :

Gérard (ton vif) : Regardez, Madame : le futur maire ! Vingt-quatre ans ! Il en veut ! Il a la niaque !

Alain : Avec Philippe, le changement, c'est maintenant ! [rires].

Philippe rigole puis s'esquive. N'en restant pas là, les deux militants se campent à quelques mètres du groupe des socialistes et se mettent à haranguer la foule.

Alain : Première résolution de l'UMP pour la ville, Gérard ?

Gérard : La sé-cu-rit-é !

Alain : Deuxième résolution ?

Gérard : La pro-pre-té ! [...]

Des passants s'arrêtent et regardent, amusés, leur numéro de crieurs publics.

Un badaud, rentrant dans leur jeu : Quatrième résolution ?

Gérard [il hurle] : Virer Hollande !

Gérard et Alain se tombent dans les bras, hilares. Comme les militants PS quittent le marché, les deux militants se félicitent : « T'as vu ? Les autres [PS], ils étaient verts ! Ouais, on les a pliés ! Ils sont partis vite fait, bien fait ! »

Alors que les militants classes moyennes mettent en scène leur ancrage populaire, les militants populaires déclassés mettent en scène leur quête de réussite.

40. Connel (R.), *Masculinités, enjeux sociaux de l'hégémonie*, Paris, Amsterdam, 2014.

41. Bien qu'il ne soit pas généralisable comme un trait constitutif du populaire, le goût pour l'humour salace se retrouve néanmoins dans plusieurs enquêtes sur des membres des classes populaires, y compris des femmes de ces milieux (Avril (C.), *Les aidantes à domicile...*, op. cit.).

Ils racontent régulièrement au sein du groupe les projets qu'ils montent pour progresser sur le plan professionnel, projets dont le succès est aléatoire. Victoria tente, au moment de l'enquête, une double reconversion, soit comme formatrice en soins palliatifs soit comme agent de footballeurs. Djamila, la militante d'origine marocaine, a pendant un temps essayé de monter un restaurant mais celui-ci fait faillite, elle doit alors retravailler comme employée d'aéroport. Quant à Julien, jeune chômeur et adhérent UMP, il rêve d'aller vivre aux États-Unis, car là-bas, pense-t-il, « les employeurs jugent ta compétence, pas ton diplôme ». Beaucoup ont des cartes de visite concernant leurs activités associatives ou professionnelles qu'ils distribuent frénétiquement, manière d'afficher leur volontarisme dans la quête d'un capital social. Les militants de droite qui connaissent des déclassements plus marqués n'ont que la parole pour témoigner de leur statut passé et mènent un travail de remémoration : Souad, trente-sept ans, élève seule ses deux filles et vit des aides sociales. Ancienne préparatrice de commande, elle est aussi veuve d'un officier de police. Elle évoque fréquemment sa connaissance intime de l'institution policière et raconte pouvoir toujours compter sur des alliés parmi les policiers pour arbitrer ses conflits de voisinage. Souad se montre enfin particulièrement attachée aux questions de sécurité car sa fille a subi une tentative d'agression l'année précédente et cela a favorisé son engagement à droite.

« Rester simple » ou « vouloir réussir », ces différents rapports des militants de droite à la réussite économique passent aussi par des détails matériels comme les vêtements⁴². Les militants populaires se conforment aux codes esthétiques des élites économiques et aiment s'afficher avec des marques de luxe. Comme il y a plus de femmes parmi les militants populaires⁴³ que parmi ceux des classes moyennes, les logiques de genre viennent redoubler les logiques de classe. Les vêtements sont vus, littéralement, comme des marqueurs de *classe*, d'une élégance qui serait propre aux élites et aux personnes de droite :

Djamila : Quand on milite pour l'UMP, il faut s'habiller avec de la classe.

Victoria : Les socialistes, les cocos, j'ai vécu dans un pays communiste, tu parles que je sais les repérer à la tête. Mais c'est aussi une question d'élégance, de classe [dont manqueraient les militants de gauche].

Les militants des classes moyennes revendiquent au contraire leur simplicité, de ne « pas se la raconter », dans leur manière de parler comme dans leurs vêtements. Ainsi, le jour de la réalisation d'une photo de campagne montrant Philippe et les membres actifs de l'équipe, Victoria se fâche et refuse d'être sur la photo. Philippe ne l'a pas prévenue et elle « n'est pas habillée correctement ». Alain et Bernard, deux militants qui ont des statuts sociaux plus aisés (patron

42. Bourdieu (P.), *La distinction...*, *op. cit.*

43. Plus de la moitié des militants populaires qui font campagne sont des femmes.

de PME et commercial), rivalisent de prévenance pour la convaincre « qu'ils ne sont pas comme ça ». Ils finissent par la persuader d'apparaître sur la photo en masquant ses vêtements derrière une écharpe. Ce détachement des classes moyennes vis-à-vis du paraître est facilité par leur statut social davantage consolidé : « J'ai été obligé de porter un costard pendant vingt ans au boulot, vous croyez quand même pas que maintenant que je suis en retraite, je vais en remettre un ? » (Gérard, lors de la prise de la photo de campagne).

Pour les deux groupes de militants UMP de Granin, on constate donc un décalage entre les positions objectives et les rapports subjectifs à la réussite sociale. Alors que les enquêtés plus populaires mettent en scène leur envie de réussir malgré leur statut modeste, les classes moyennes euphémisent au contraire leur réussite, en insistant sur le fait qu'ils sont « restés simples ». Ce premier décalage subjectif entre les militants n'a pas beaucoup d'effet immédiat en matière de politisation, puisque tous valorisent les élites et « entrepreneurs ». En revanche, il favorise des rapports différents aux groupes perçus comme des adversaires sociaux et politiques. Si la position sociale des militants correspond ou non à leurs aspirations, les antagonismes s'exprimeront de manière plus ou moins radicale.

Assumer l'identité populaire ou la mettre à distance. Une hostilité plus ou moins forte aux fractions inférieures

Comme nous l'avons vu plus haut, s'afficher à droite à Granin revient à se positionner comme des gens respectables et mettre à distance les fractions plus dominées de la population locale. Néanmoins, l'hostilité à « ceux d'en bas » varie selon les trajectoires. Les militants populaires prennent des positions plus conservatrices sur ces questions pour se distinguer des « assistés », « délinquants » et autres immigrés « non intégrés ». Au contraire, les militants plus aisés développent un rapport plus nuancé à ces figures de « ceux d'en bas », car ils ont un rapport plus apaisé à leur propre position sociale.

Ainsi, les militants populaires de l'UMP sont souvent des immigrés mais qui distinguent les « bons immigrés », eux-mêmes, des « mauvais immigrés » et manifestent un attachement viscéral à l'intégration. Djamilia, notamment, met un point d'honneur à affirmer son « amour de la France » (« Quand je vais au Maroc, j'exige d'avoir du pain français ! »). Elle critique les immigrés qui « vivent en France mais n'aiment pas la France » car « tout ce qu'ils connaissent de la France, c'est les allocations », et m'explique la supposée différence entre Roms et gitans : « Les roms, ils volent toujours ! Alors que les gitans, eh bien, ce sont des vrais Français, ils ont de belles caravanes, toujours très propres. » Au contraire des militants populaires qui mettent à distance leurs origines étrangères et/ou minoritaires, les classes moyennes font de ces dernières une ressource qui illustre leur mérite. Lors des distributions, Edmond (patron de PME d'informatique, adhérent UMP), le seul Noir de l'équipe UMP, mobilise

sa couleur de peau pour créer une complicité avec les électeurs non blancs. De même, Alain se revendique systématiquement « juif *et* Maghrébin » ou « juif *et* arabe ». Lors d'une intervention dans une réunion publique de l'UMP, il s'adresse aux jeunes immigrés des milieux modestes : « Moi je leur dis toujours, aux jeunes : moi aussi j'ai galéré, comme vous ! C'est pas facile, mais faut travailler, s'en sortir, pas céder à la facilité ! »

La logique de distinction conduit certains militants populaires UMP à afficher leur compréhension vis-à-vis de l'extrême droite alors même qu'ils sont immigrés. Djamila pense que « Marine Le Pen n'est pas raciste » et Victoria se dit favorable à des alliances ponctuelles avec le FN. Cette radicalité se retrouve chez les plus jeunes des soutiens populaires de l'UMP. Alors que Julien (chômeur, vingt-trois ans) défend la peine de mort et le droit des citoyens à porter des armes, Mickaël (instructeur sportif, vingt-deux ans, juif pratiquant) affiche son soutien aux politiques de colonisation menées par les gouvernements de droite en Israël. Les militants UMP des classes moyennes affichent un rapport plus apaisé aux immigrés, aux classes populaires et à la « banlieue ». Ils mettent en avant un discours moins clivant et rappellent qu'« il y a des gens bien partout ». Ils se démarquent aussi du FN de manière plus nette, dénonçant les leaders FN comme des « racistes », qui n'ont « rien à voir avec l'UMP ». La possession de ressources culturelles non certifiées et l'habitude de fréquenter des milieux variés dans le cadre des métiers commerciaux⁴⁴ favorisent, sur ce point, une certaine retenue. De même, la manière dont ils mettent en récit leur parcours, des gens qui ont réussi mais « ont connu la galère », n'est pas conciliable avec un discours manichéen. Par exemple, une idée revient régulièrement, chez les militants des classes moyennes, à propos des jeunes qui « dealent » dans certains îlots de la ville, lors des conversations internes. Ces militants aiment à répéter que « ce n'est pas (le fait) que les jeunes fassent leur *business* qui (les) dérange ». Ils admettent que certains dealers « font des efforts » pour maintenir les conditions d'un vivre ensemble avec les habitants en les saluant ou en ouvrant la porte aux personnes âgées. Ce qui pose problème aux classes moyennes de l'UMP, c'est le fait que leur présence dévalorise le prix des logements plus que l'activité délinquante. Ce discours ne se retrouve pas chez les adhérents UMP populaires, plus intransigeants dans leur demande de sécurité. Parmi ces militants populaires, ceux qui sont immigrés aiment notamment à rappeler que, dans leur pays d'origine, les autorités sont moins laxistes et répriment fermement les illégalismes.

En ce sens, les militants populaires de l'UMP, même quand ce sont des immigrés ou des jeunes, apparaissent ainsi comme des petits-moyens⁴⁵ comme les

44. Bernard (L.), « Des ascensions sociales par un métier commercial. Le cas des agents immobiliers », *Politix*, 114 (2), 2016.

45. L'expression sert à désigner des groupes sociaux, situés à la frontière des classes populaires et des classes moyennes, qui ont accès à certaines ressources sociales tout en conservant un statut subalterne. Cartier (M.),

autres, d'autant plus soucieux de se démarquer des fractions inférieures qu'ils sont objectivement proches de ces dernières, y compris en termes résidentiels, puisque certains habitent des logements sociaux ou des îlots dégradés. Ce souci de distinction les conduit à particulièrement mettre en avant, au cours des discussions avec les électeurs, les options les plus répressives défendues par la liste de droite comme la mise en place de caméras de surveillance, le contrôle plus strict de l'accès aux dispositifs locaux de solidarité ou la volonté de limiter le nombre de boucheries *halal*, même si cette dernière mesure n'est pas assumée explicitement dans le programme.

Au contraire, les militants plus aisés, parce que leur position sociale correspond plus à leurs aspirations en termes professionnel et symbolique, peuvent se permettre le luxe d'un positionnement plus nuancé par rapport aux fractions inférieures et développent une vision plus positive de leur espace de vie. Dans leurs argumentaires, ils mettent plutôt en avant des mesures assez vagues visant à améliorer l'image de Granin, à travers l'accentuation de la propreté des rues ou le fleurissement de la ville. Surtout, ils évoquent systématiquement les aides à la création d'entreprises, perçues comme un levier incontournable pour inciter « ceux qui le veulent à s'en sortir ».

Ces différences dans les rapports que les militants de droite des classes moyennes et ceux des classes populaires entretiennent au « bas » des classes subalternes recourent au premier regard les différences politiques entre une sensibilité libérale, qui valorise le mérite individuel, quelle que soit l'origine, et une droite plus conservatrice, identitaire et répressive⁴⁶. En revanche, les militants populaires ne sont pas nécessairement les plus conservateurs quand il s'agit de se positionner face à un autre groupe d'habitants, les classes moyennes diplômées.

Provoquer les « bobos » ou les envier. Une autonomie plus ou moins prononcée vis-à-vis des élites du diplôme

Dans l'ensemble, les militants UMP se positionnent donc contre le « bas » de la société et du côté de « ceux d'en haut ». Au sein des élites, un groupe fait néanmoins l'objet de critiques, les nouveaux habitants diplômés venus du centre de Paris, que les militants UMP perçoivent comme des « bobos ». Aux yeux des militants de droite, le style de vie des « bobos » encourage les déviances sociales et fait d'eux des élites dévoyées. Au niveau politique, ils sont vus comme des adversaires acquis à « la gauche ». En s'opposant aux « bobos », les militants de droite expriment aussi une distance à l'univers scolaire et aux intellectuels. Plusieurs indices montrent qu'ils sont peu consommateurs des pratiques

Coutant (I.), Masclat (O.), Siblot (Y.), *La France des « petits-moyens »*. Enquête sur la banlieue pavillonnaire, Paris, La Découverte, 2008.

46. Sirinelli, (J.-F.), dir., *Histoire des droites...*, op. cit.

culturelles plus légitimes, par exemple leur méconnaissance des journaux comme *Le Figaro* ou *Valeurs actuelles*, leur absence de pratiques artistiques, leur goût affiché pour le football, leurs préférences pour des productions culturelles populaires (cinéma d'action américain ou humoristique français, musique *pop* pour les plus jeunes). Cependant, les réactions vis-à-vis des intellectuels varient, elles aussi, entre les militants des classes moyennes et les militants populaires.

Les militants classes moyennes de droite manifestent d'importants écarts culturels vis-à-vis des classes moyennes plus à gauche. Leur capital culturel est soit non certifié (dans le cas des commerciaux comme Gérard) soit d'orientation appliquée (dans le cas de Philippe ou des ingénieurs en informatique comme Alain et Edmond). Ils disputent aux « bobos » le terrain de la « compétence » en s'appuyant sur leur réussite professionnelle et opposent la « réalité » du monde de l'entreprise aux savoirs abstraits des intellectuels. Lors des réunions de l'équipe de campagne de droite, les petits patrons et les commerciaux se présentent comme des spécialistes du marketing, qui « ne vont faire qu'une bouchée des bobos de gauche ». Contrairement à ces derniers, les classes moyennes de droite fréquentent peu les institutions culturelles de Granin. Parlant des concerts organisés par la municipalité, Philippe m'explique par exemple qu'il y assiste « pour se montrer » mais « que ça l'emmerde ». Plus généralement, l'important budget consacré aux activités culturelles à Granin est régulièrement décrit comme un gaspillage par les militants de droite, même s'ils n'affirment pas publiquement vouloir réduire ces investissements.

Les trajectoires sociales des militants populaires favorisent un rapport plus respectueux vis-à-vis des intellectuels. Ils mobilisent peu la critique des « bobos » comme argument politique. La grande légitimité qu'accordent ces militants UMP à la « compétence » et leur adhésion aux hiérarchies sociales constituées freine la systématisation d'un discours anti-intellectualiste. Les « bobos » sont aussi perçus comme une « chance pour la ville », car aisés économiquement. Les militants populaires UMP stigmatisent plus leurs valeurs et leur style de vie que leur condition socio-économique, la bohème plus que le bourgeois. Leurs rares critiques vont plutôt dénoncer ce qu'ils perçoivent comme les contradictions des « bobos ». Lors d'une distribution, Victoria me prend ainsi à partie :

Victoria : J'ai remarqué quelque chose, Raphaël, ça peut être intéressant pour ton étude, c'est que nous et la gauche, c'est pas les mêmes clientèles. La gauche, ils ont beaucoup d'intellectuels. Lui, par exemple [elle désigne un militant], il est Front de gauche, c'est un chercheur et pourtant il est très sectaire.

Moi : Et vous, c'est quoi votre clientèle ?

Victoria : Ah, ça, je ne sais pas... mais peut-être tu pourras nous le dire ?

Les militants populaires affichent une bonne volonté culturelle qui se manifeste notamment par la recherche d'une proximité avec l'enquêteur. Pendant plusieurs années, Victoria a vécu en Angleterre et a passé une licence

professionnelle de l'*open university* de Cambridge, tout en effectuant des vacances comme aide-soignante. Elle rappelle régulièrement qu'à cette occasion, elle a rédigé un Mémoire sur les soins palliatifs. Mickaël affiche sa volonté de reprendre des études et me demande conseil à ce sujet. Après l'enquête, il me recontacte car il aimerait réaliser un sondage auprès de la communauté juive de Granin sur le vécu de violences antisémites. Titulaire d'un bac professionnel, Julien insiste pour que je réalise un entretien avec lui. Pendant celui-ci, il développe longuement ses opinions radicales inspirées des néo-conservateurs américains, argumentaires qu'il a acquis de manière autodidacte en regardant des vidéos sur internet et affiche un air déçu quand je mets fin à l'entretien. Cette affinité avec mes informateurs privilégiés révèle le rapport ambigu des militants populaires UMP aux intellectuels, dont je suis perçu comme un porte-parole. Alors que je cherche à comprendre comment des ouvriers ou des employés peuvent être de droite, les militants populaires UMP se demandent pour leur part pourquoi des intellectuels, c'est-à-dire des gens vus comme compétents et méritants, soutiennent une gauche qu'ils associent au « nivellement par le bas ».

L'autonomie culturelle plus ou moins forte des enquêtés conditionne enfin une réception différente des débats de sociétés. Comme la campagne de Philippe se déroule en 2014, peu après *La manif pour tous*, les enjeux de sexualité constituent un point de fracture vis-à-vis des « bobos » et une certaine homophobie peut être activée par les classes moyennes face aux militants de gauche. Pendant la campagne, Alain propose notamment d'aller démarcher le soutien des porte-parole religieux locaux « même si, personnellement, [il n'en a] rien à foutre que les pédés se marient ! ». Les militants UMP des classes moyennes sont majoritairement pratiquants et l'entre-soi religieux fonctionne comme une contre-société qui porte des normes opposées aux normes progressistes des couches moyennes diplômées. Plus généralement, comme nous l'avons vu plus haut, les hommes de ce sous-groupe développent un style militant viriliste et prompt à la blague sexiste. Les militants populaires de droite affichent plus de retenue sur les questions de sexualité. Ils participent moins aux blagues graveleuses et, concernant le mariage pour tous, affirment majoritairement que « chacun fait ce qu'il veut ». Ces différences de positions s'expliquent par le fait qu'ils sont moins pratiquants, par une plus forte présence des femmes parmi les militants populaires et, enfin, par un souci plus prononcé de respectabilité, qui implique d'éviter les attitudes « vulgaires » que peuvent assumer certains enquêtés hommes plus dotés en ressources.

Au final, les militants de droite des classes moyennes assument une forte autonomie culturelle vis-à-vis des élites du diplôme. Ils revendiquent leur désintérêt pour la culture légitime, le rejet des normes progressistes portées par les « bobos » et prennent même plaisir à être perçus comme « des beaufs » par ces derniers. Plus hostiles que les classes moyennes aux fractions inférieures des habitants de Granin, les militants populaires de droite sont en revanche moins

critiques vis-à-vis des intellectuels. Ils affichent un rapport plus ambivalent au savoir scolaire, mettent en scène leur bonne volonté culturelle et développent un rapport plus révérencieux envers les diplômés, qu'ils perçoivent, malgré les décalages politiques, comme des gens « méritants » dont il faut se rapprocher.

Conclusion

Alors que les travaux sur les classes populaires de droite se concentrent sur le FN, l'étude du groupe de militants UMP mobilisés en 2014 à Granin permet de complexifier l'analyse. Loin d'apparaître localement comme un « parti de riches », l'UMP mobilise une alliance entre des classes moyennes du pôle économique et des membres des segments supérieurs des classes populaires. Ce constat n'est évidemment pas sans lien avec la méthode et l'échelle mobilisée ici. Comme pour les partis en général, adopter une perspective ethnographique et localisée permet de rompre avec les représentations communes du militantisme à droite. Les travaux sur l'histoire des droites tendent à présenter *la* pensée de droite comme une vision du monde cohérente et unifiée, impliquant un ensemble de positions précises sur l'ensemble des thèmes de société. Observer des formes ordinaires de politisation à droite montre, au contraire, une réception partielle et sélective de la doctrine de l'UMP, que les enquêtés ne s'approprient que quand elle fait écho avec leur expérience quotidienne. De même, alors que les travaux des politistes sur l'UMP ou le centre-droit se concentrent sur les élites de ces mouvements, observer la base partisane de droite révèle une grande diversité des formes et des degrés de militantisme. Ceux-ci vont de l'engagement actif au sein du parti, pour un jeune aspirant professionnel comme Philippe, à des formes d'implication électorale sans grande conviction (comme pour les candidats « qui ne font pas de politique ») en passant par un militantisme « de terrain » qui privilégie les enjeux locaux. Il y a donc de nombreuses manières et de nombreuses raisons d'être à droite, qui varient en fonction des groupes et des parcours sociaux. Le soutien aux orientations libérales-conservatrices de l'UMP, même sous la forme active du militantisme, ne saurait se résumer à un calcul purement rationnel, ni à un choix idéologique désincarné, ni à une sensibilité conservatrice intrinsèque à certains individus. Comme toute politisation, l'engagement à droite reflète avant tout les logiques sociales complexes d'individus pris dans les tensions d'un ordre social inégalitaire.

En plus de contribuer à une sociologie plus fine de la base des partis de droite, étudier les militants subalternes d'un parti comme l'UMP apporte des éléments de connaissance sur l'hétérogénéité des formes de conscience sociale au sein des classes populaires et des classes moyennes. Les visions du monde des militants UMP de banlieue ne correspondent pas à la conscience triangulaire⁴⁷ qui se

47. Schwartz (O.), « Vivons-nous encore dans une société de classes ? Trois remarques sur la société française contemporaine », *La Vie des idées*, 22 septembre 2009.

manifeste par un rejet des fractions inférieures des mondes populaires mais aussi par une méfiance vis-à-vis des catégories supérieures et qui se retrouve plutôt chez les militants du FN⁴⁸. Les enquêtés de droite partagent avec les frontistes le rejet de « ceux d'en bas », mais de manière plus ambivalente, comme le montre la présence d'immigrés, de juifs, de Maghrébins sur la liste de droite ou les discours méritocratiques des militants des classes moyennes. Surtout, alors que les électeurs FN expriment un rejet des élites, les militants populaires UMP manifestent au contraire une proximité subjective aux classes supérieures, perçues comme un groupe de référence. Ils souscrivent aux discours sur le mérite, la compétence, pensent que « quand on veut on peut ». Plutôt qu'une *conscience triangulaire*, ils expriment une *conscience sociale légitimiste*. Les militants UMP regardent vers le haut et cherchent à s'élever statutairement, y compris par le militantisme à droite.

Cette conscience sociale légitimiste, si elle est solidifiée par en haut, à travers l'adhésion aux discours des responsables UMP, trouve, avant tout, sa source dans les trajectoires sociales des militants. Notamment, l'hypothèse décrite par Pierre Bourdieu d'une homologie structurale entre positionnement à droite de l'espace social et politisation à droite se retrouve tendanciellement sur le terrain. Politiquement *de droite*, ces militants s'ancrent aussi, par leurs professions, à *droite* de l'espace social. L'opposition entre « ceux du privé » et « ceux du public », variable lourde de politisation à droite ou à gauche⁴⁹, se retrouve notamment au sein de l'espace militant de Granin, avec une liste de droite mobilisant plutôt des professions du privé. Ces militants aspirent à accumuler des ressources économiques plus que des ressources culturelles. La distance au pôle culturel, plus prononcée chez les classes moyennes que chez les enquêtés populaires, constitue un autre marqueur. S'engager à droite à Granin, c'est aussi affirmer un rejet des intellectuels et de leur style de vie.

Cependant, les trajectoires doivent être saisies plus finement, en différenciant le statut actuel des militants et leur origine sociale. Alors qu'en s'engageant à l'UMP, les classes moyennes comme Alain *prolongent* leur réussite sociale, les militants populaires comme Victoria *l'invoquent*. Ainsi, si les militants des classes moyennes sont clairement à *droite* de l'espace social, c'est moins le cas des militants ouvriers ou employés. Pour ces derniers, la politisation à droite s'explique d'abord par un rapport subjectif à l'espace social, principalement lié à des déclassements. Socialisés dans des milieux aisés, ces militants se retrouvent « en bas ». Ils doivent composer avec un hiatus entre leur statut et leurs aspirations. L'engagement à l'UMP constitue alors un levier pour fréquenter les milieux aisés dont ils se sentent proches et participe d'une volonté d'évasion hors des milieux populaires. Les mobilités doivent donc être resituées au sein

48. Challier (R.), « Les paradoxes de la dédramatisation du FN... », *op. cit.*

49. Haegel (F.), *Les droites en fusion...*, *op. cit.*

de l'espace social. Ainsi, alors que les mobilités vers le bas sont habituellement décrites comme des facteurs de politisation à droite⁵⁰, on constate à travers le cas des militants UMP comme Philippe, Alain ou Gérard, que des mobilités sociales ascendantes peuvent aussi favoriser une politisation à droite quand elles se font par le capital économique et l'entreprise privée sans viser l'accumulation du capital culturel. Au final, faire une sociologie localisée de ce peuple de droite permet d'ouvrir la boîte noire des processus politiques de fabrication des alliances de classe et de mieux comprendre comment des dominés en viennent à s'identifier à « ceux d'en haut » et à s'engager « du côté des gens bien ». Enfin, étudier de manière empirique la manière dont ces segments populaires se politisent et se mobilisent effectivement à droite permet paradoxalement d'invalider l'hypothèse d'une droitisation unilatérale, en montrant combien les engagements à droite reflètent des parcours et des visions du monde spécifiques, qui sont loin d'être généralisables à l'ensemble des classes populaires contemporaines.

Raphaël CHALLIER est doctorant en sociologie à l'université Paris 8, ATER en science politique à l'Université de Haute-Alsace et membre du laboratoire CRESPPA-GTM. Ses recherches portent sur les recompositions des classes populaires contemporaines, les rapports populaires à la politique, les rapports de classe au sein des groupes militants et leur articulation avec d'autres rapports

sociaux (ethnicité, genre, handicap). Dans le cadre de sa thèse, il a réalisé une ethnographie multisituée des sections locales de trois organisations politiques – Front national, Jeunes Communistes et Union pour un mouvement populaire – en banlieue parisienne et en Lorraine.

challier.rafael@gmail.com

Political activism “on the side of good people.” The legitimist social conscience of the working-class and middle-class support of the UMP in the Paris region

Right-wing political parties are often viewed as “parties of the rich,” deprived of grassroots activists. This article deconstructs this representation by referring to a piece of field research carried out in the Paris region during the 2014 local elections. How do members of the working and middle classes in a suburban city where the left-wing vote is dominant come to support a right-wing party such as the UMP? The right-wing vote is primarily explained by the social trajectories of the activists. Some of them achieved upward social mobility through small business-owning and entrepreneurship, while others are blue-collar workers and low-level employees coming from a higher social background who wish to regain their former social status. These two types of trajectories led the members of the studied group to campaign “for the right” and to develop a legitimist social conscience that values the economic elite while disparaging the inferior layers of the working classes, as well as middle-class intellectuals.

Keywords – activism, conservatism, localized analysis, municipal elections, social classes, suburbs

50. *Ibid.*